

DOCUMENTS

- ❶ **Communiqué Conjoint du Comité Interministériel et de la Délégation Bouddhiste (16 juin 1963)**
Joint Communiqué of the Interministerial Committee and the Buddhist Delegation, June 16, 1963
- ❷ **Lettre du Vénérable Thích Tịnh Khiết au Président de la République (26 juin 1963)**
Letter of the Venerable Thích Tịnh Khiết to the President of the Republic, June 26, 1963
- ❸ **Réponse du Vice Président au Vénérable Thích Tịnh Khiết (1 juillet 1963)**
Reply of the Vice President to the Venerable Thích Tịnh Khiết, July 1, 1963
- ❹ **Lettre du Vénérable Thích Thiện Minh au Vice Président (1 juillet 1963)**
Letter of the Venerable Thích Thiện Minh to the Vice President, July 1, 1963
- ❺ **Réponse du Vice Président au Vénérable Thích Thiện Minh (4 juillet 1963)**
Reply of the Vice President to the Venerable Thích Thiện Minh, July 4, 1963
- ❻ **Communiqué N° 3 du Mouvement de la Jeunesse Républicaine du Vietnam (26 juin 1963)**
Communiqué No 3 of the Movement of the Republican Youth Việt Nam, June 26, 1963
- ❼ **Communiqué N° 4 du Mouvement de la Jeunesse Républicaine du Vietnam (1 juillet 1963)**
Communiqué No 4 of the Movement of the Republican Youth Việt Nam, July 1, 1963



COMMUNIQUÉ N° 3
du Mouvement de la Jeunesse Républicaine
(26 juin 1963)

Garçons et filles de la Jeunesse Républicaine, .

Répondant au Communiqué N° 2, vous avez pris immédiatement et unanimement conscience de vos devoirs envers la Constitution, envers la vérité, envers la sécurité publique comme envers les intérêts supérieurs de la Patrie. Je vous adresse mes félicitations à tous les membres du Mouvement pour votre réaction instantanée et pour les efforts matériels et moraux que vous avez déployés pour aider le Gouvernement et les hommes de bonne volonté du côté des bonzes dans le règlement de "l'affaire des bouddhistes".

Cependant depuis sa parution, le Communiqué conjoint signé à la fois par le Comité interministériel et la Délégation de l'Association générale bouddhiste a soulevé dans le Mouvement de la Jeunesse Républicaine un certain nombre de questions. A la suite de plusieurs réunions consacrées à l'examen de ce Communiqué conjoint, le Plenum du Mouvement a résumé en trois points principaux les inquiétudes de tous les camarades et les a présentés le 25-6-1963 au Leader suprême du Mouvement. Ces points sont les suivants :

1 — Comparant le communiqué conjoint et la ligne de lutte de la Jeunesse Républicaine, nos camarades trouvent que le fond comme la forme du communiqué conjoint ne sont pas conformes à l'idéal de la Jeunesse Républicaine, idéal chevaleresque, désintéressé, tout entier centré sur le service du peuple dont le symbole spirituel est le Drapeau National lequel doit être placé au-dessus des emblèmes de toutes les autres associations particulières ;

2 — Comparant le communiqué conjoint et la Constitution qui constitue la ligne de la lutte de la Jeunesse Républicaine, nos camarades trouvent que le communiqué conjoint semble créer des privilèges et des monopoles au profit d'un groupe alors que la Constitution préconise l'égalité dans la montée collective ;

3 — Comparant le communiqué conjoint et les lois en vigueur, nos camarades trouvent que le communiqué conjoint semble aller à l'encontre de la loi.

Devant les inquiétudes des camarades et pendant que les forces rétrogrades coalisées avec les communistes persistent à exploiter les malentendus pour déformer la vérité par une propagande tendancieuse en vue de susciter de nouveaux troubles, détruire notre union sacrée et exercer sa pression déloyale sur l'esprit des bouddhistes pratiquants de bonne volonté, je pense qu'il est de mon devoir de vous retracer clairement toute l'histoire de " l'affaire des bouddhistes " et de vous montrer dans quelles circonstances elle a été déclenchée et aussi dans quelles circonstances elle a été résolue par le communiqué conjoint, afin que, selon la tradition de notre mouvement, chacun d'entre nous puisse juger en connaissance de cause, résoudre lui-même ses propres problèmes et adopter librement une attitude claire et déterminée à l'intérieur comme à l'extérieur du Mouvement.

Tout d'abord je dois déclarer que le Mouvement de la Jeunesse Républicaine est un mouvement libre et populaire ; qu'il n'est pas un mouvement créature d'aucun gouvernement et n'est pas disposé à suivre aveuglément n'importe qui. Le Mouvement est cependant un mouvement chevaleresque ; il s'est donné la mission de défendre ce qu'il croit être juste ; il doit naturellement défendre les acquisitions comme les perspectives révolutionnaires du Mouvement à travers les situations et les conditions historiques de la Nation, dans lesquelles tous les camarades reconnaissent que le Gouvernement actuel est relativement à tous les autres, le plus favorable à l'épanouissement de l'idéal de la Jeunesse Républicaine.

..

Depuis 1957, ce Gouvernement a signé deux arrêtés pour la défense du Drapeau National, afin d'assurer à cet emblème

sacré la place prééminente qui lui revient. Ces arrêtés n'ont pas été mis en application comme il se devait. C'est la raison de l'instruction du 6 Mai destinée à rappeler à tous le respect dû aux couleurs nationales. Cette instruction ne vise pas particulièrement une quelconque religion. Quelques jours après la parution de l'instruction précitée, il y eut, il est vrai, la fête de la naissance du Bouddha, mais il est vrai qu'il y eut aussi la Fête catholique de l'Ascension.

Cependant l'esprit dans lequel était fait ce rappel a été, me semble-t-il, mal compris. A la faveur de ce malentendu, certains éléments d'ordinaire très indifférents envers la lutte héroïque du peuple contre l'invasion du communisme se sont par contre montrés extrêmement chaleureux à déclencher une campagne de distorsion systématique et déloyale des faits, visant à intoxiquer l'âme des fidèles, à exercer une lourde pression sur les Vénérables bonzes et à susciter un mouvement d'insoumission à la loi, sous le prétexte fallacieux de " lutte contre la répression du bouddhisme " et " défense de la foi ".

Une campagne s'est ouverte, reposant sur cinq revendications soulevées par l' " Association générale du Bouddhisme ". Voici ces revendications et la position du Gouvernement :

I — Première revendication

" Que le Gouvernement rapporte pour toujours le télégramme officiel ordonnant d'abattre l'emblème religieux du Bouddhisme ".

Or jamais nul télégramme officiel du Gouvernement n'a ordonné d'abattre aucun drapeau bouddhique !

Comme tous les autres drapeaux, l'emblème de l'Association générale du Bouddhisme doit céder une préséance légitime au Drapeau National dans les lieux publics. Tel fut l'essentiel des directives données, et rien au-delà.

Le Drapeau National n'est point un emblème particulier du Gouvernement comme l'ont osé insinuer certains éléments séditionnels. Le Drapeau National est le symbole unique de notre Patrie bien-aimée et de tout notre Peuple. Tant qu'il restera le symbole de la Nation, le peuple devra accepter tous

les sacrifices pour le défendre et le maintenir à la plus haute place dans la vie nationale.

Rien en tout cas dans cette affaire n'eut pu motiver les développements qu'on a vus se produire, si les dirigeants de l'Association générale des bouddhistes avaient fait preuve dès le début de compréhension, de patience, de calme, et surtout de clairvoyance vis-à-vis des éléments extrémistes qui peuvent exister dans toutes les associations.

Malheureusement ce ne fut pas le cas et les événements qui se sont succédés ont jeté le désarroi dans la population, sous l'effet de l'intervention d'éléments habiles à surexciter traitreusement les esprits et à créer un état de tension d'où ont résulté des actes absurdes et illicites, fauteurs de pertes de vies humaines.

Quel cœur patriote n'a pas été ému et consterné devant de tels effets, suscités non pas à cause d'une liberté religieuse quelconque en danger mais tout simplement par une dispute sur la place à attribuer au Drapeau National et au drapeau de "l'Association générale des bouddhistes". Tout le monde sait qu'au Viêt-Nam, depuis les temps immémoriaux, les Bouddhistes les plus dévots n'ont jamais vénéré le Bouddha sous le signe d'un drapeau quelconque. Au surplus et quels que soient les arguments employés, j'estime avec vous qu'un "marchandage" sur ce thème ne saurait profiter à personne aux yeux de l'étranger et surtout du peuple, qui sait fort bien que les sacrifices qu'il accomplit au service de la Patrie s'opèrent sous l'emblème du Drapeau National et non d'un autre drapeau. C'est d'ailleurs en pensant ainsi que dans le Mouvement de la Jeunesse Républicaine qui, de toutes les associations privées a payé le plus large tribut à cette guerre, nous mettons toujours le Drapeau National au-dessus de notre fanion.

II — Deuxième revendication :

"Que le Bouddhisme bénéficie du régime spécial accordé aux Missions catholiques et inscrit dans l'Ordonnance N° 10".

Cette façon de présenter la revendication doit faire croire que ce Gouvernement préconise réellement une politique de favoritisme envers le Catholicisme aux dépens du Bouddhisme.

Là aussi, la réalité est autre !

L'Ordonnance N° 10, promulguée du temps de Bao-Dai (6-8-1950) n'a fixé en fait que les modalités pour la formation des associations privées, confessionnelles ou non pour qu'elles puissent obtenir la capacité juridique d'acquérir, de gérer et de recevoir des immeubles. Une réserve inscrite dans l'article 44 prévoit un régime spécial à prescrire ultérieurement pour "les Missions catholiques et protestantes, ainsi que pour les congrégations chinoises", c'est-à-dire pour les associations, confessionnelles ou non, ayant un caractère international ou étranger.

Les mesures que laisse prévoir cette ordonnance n'ont en fait, point été arrêtées jusqu'ici. Elles sont par ailleurs, de la compétence du pouvoir législatif et tout citoyen est en droit de demander à l'Assemblée Nationale d'étudier et de voter sur la question.

Or, bien que 13 ans se soient passés depuis, *personne* n'avait soulevé la moindre controverse au sujet de cette ordonnance N° 10. Le Gouvernement ne s'en est d'ailleurs *jamais* servi en vue d'une quelconque discrimination religieuse. A vrai dire il n'a appliqué strictement les clauses contenues dans cette ordonnance que vis-à-vis des associations ne relevant d'aucun système ou organisation déjà autorisés par le Gouvernement, y compris les organisations confessionnelles relevant d'un système admis, mais revêtant un caractère laïc social, telles que "l'action catholique" ou "le Bouddhisme social". Ainsi, une organisation comme le "comité de protection inter-sectes bouddhistes", bien que relevant d'un système autorisé tel que "l'Association générale des Bouddhistes", a un caractère laïc social et non purement religieux comme "l'Association générale des Bouddhistes". Pour cela il devrait suivre la règle commune des Associations privées, sinon cela créerait un privilège, un statut inégal par rapport aux autres religions. Ceci pose pour vous un problème et je pense que vous avez raison de le poser.

Pour les associations purement religieuses, le Gouvernement n'a pas appliqué rigoureusement l'ordonnance n° 10. Mais alors qu'avec les organisations confessionnelles catholiques la facilité

ainsi accordée n'entraîne pas d'inconvénients (car ces organisations reposent sur un système très détaillé, très serré et contrôlé, et bien connu surtout par les catholiques tant sur le plan international que sur le plan local) cette même facilité peut par contre porter de graves préjudices à la Nation si elle est accordée à des organisations confessionnelles ne possédant pas de structures internationales ou locales comportant des garanties suffisantes, à la fois pour l'État et pour les fidèles, c'est-à-dire rationnelles, solides et largement diffusées à la connaissance de tous.

Une preuve des facilités accordées par le Gouvernement au Bouddhisme réside dans le nombre des centaines de pagodes qui ont été fondées sans que quiconque fit part aux autorités de leur affiliation, présentât leurs statuts et leurs règlements intérieurs, ou déclarât quoique ce fût d'autre. Ces pagodes, dont l'unité de principe apparente réside dans le seul nom de Bouddha et dans la robe des bonzes, n'ont le plus souvent aucun lien entre elles. Il y a actuellement de nombreuses pagodes et sectes bouddhistes qui diffèrent totalement les unes des autres pour ce qui est du culte et qui ne sont en aucune façon affiliées entre elles.

Un autre fait caractéristique est que le Président de la République a reçu en audience une délégation bouddhiste, à Saigon venue en qualité de représentante de l'Association générale des bouddhistes ; or cette représentation a été par la suite contestée et même déniée par une autre délégation ! C'est ainsi que le Gouvernement a dû attendre plusieurs jours avant d'entamer des négociations, pour donner aux dirigeants de l'Association générale du Bouddhisme le temps de s'entendre afin de constituer une délégation officielle de l'Association.

Il reste que l'Assemblée Nationale procède actuellement à une révision complète et détaillée des dispositions de l'ordonnance no 10 en vue de proposer les mesures appropriées à tous les aspects de la question.

Il semble utile à ce sujet de se rappeler qu'en présence de manœuvres de sabotage et de subversion venant du dehors, d'inspiration communiste ou non, les intérêts de la Nation ne peuvent être sauvegardés que grâce à une législation solide

et stricte fixant le statut des associations. L'essentiel est que cette législation se fonde sur le principe de l'égalité et reflète fidèlement l'esprit de la Constitution.

Les citoyens honnêtes n'ont rien à craindre d'une stricte réglementation en la matière, si leurs associations ne camouflent pas d'activités répréhensibles. C'est pour cela que notre Mouvement ne redoute aucun contrôle : nous pratiquons rigoureusement nous-mêmes notre selfcontrôle.

III - Troisième revendication :

"Que le Gouvernement mette fin aux arrestations et persécutions des bouddhistes". Ici aussi, la rédaction vise à faire croire que ce Gouvernement préconise une politique gratuitement sectaire d'oppression contre des bonzes parce qu'ils passent leur temps à prier Bouddha.

En vérité, le Gouvernement n'a *jamais*, de sa propre initiative, procédé à des arrestations ou exercé une quelconque répression contre des bouddhistes seulement parce qu'ils étaient bouddhistes, bien que des éléments séditieux, infiltrés dans les rangs bouddhistes, se fussent livrés à toutes sortes de provocation.

Bien plus, le Président de la République a personnellement assuré l'Association générale des Bouddhistes que le Gouvernement reste prêt à examiner les cas concrets d'arrestation illégale ou de persécution caractéristique qui lui seront signalés.

Il ne faut d'ailleurs pas oublier que les cadres de la justice sont créés pour s'occuper de cela !

Il y a encore un point sur lequel je désire attirer votre attention :

Personne ne peut se prévaloir de la clémence présidentielle passée pour continuer à fomenter des troubles.

Ce Gouvernement dont le patriotisme est constamment prouvé et dont le but primordial est la sauvegarde du pays, n'a aucun intérêt à s'abandonner à des arrestations illégales et arbitraires.

Nous ne permettrons donc à personne de s'ingérer dans les affaires internes de l'État dont le Gouvernement seul est

responsable. Que les chefs de l'Association générale des bouddhistes aussi ne le fassent pas et surtout en faveur des séditeux coupables justement d'avoir ignoré les accords signés par l'Association même avec le Gouvernement, car le faisant ils soulèvent les plus sérieux doutes sur la sincérité et la bonne foi de l'Association et de ses chefs.

VI - Quatrième revendication :

“Que les bonzes et les adeptes du bouddhisme puissent jouir de la liberté du culte et de la liberté de propagation de la foi”.

Ce point est inscrit en toutes lettres dans la Constitution. Le Président de la République a par ailleurs assuré l'Association générale des Bouddhistes que si des atteintes à cette clause étaient constatées, le Gouvernement restait prêt à les examiner.

1 — S'agissant en particulier des réunions tenues dans des pagodes qui n'ont présenté ni statut, ni règlements intérieurs et ne font partie d'aucun système reconnu par le Gouvernement, une autorisation préalable est requise, cela va de soi.

Quant aux pagodes faisant partie d'un système admis, si parfois il leur faut encore demander l'autorisation préalable avant de tenir leurs réunions ordinaires, c'est pour des raisons de sécurité nationale ou parce que ces pagodes se trouvent dans une zone d'insécurité. Les gens qui profitent de la sécurité et du confort des villes sont portés à oublier que notre peuple est en train d'affronter une guerre des plus dangereuses et que tout le pays est placé en état d'urgence.

2 — En ce qui concerne les pagodes communales, construites par la population ou offertes par un particulier à la commune, ces propriétés appartiennent à la commune et non à une quelconque association religieuse ; pour cette raison elles sont placées sous la responsabilité du comité d'administration de la commune. Dans le cadre des hameaux stratégiques, il est tout naturel que ces comités soient élus par la population. Tout ce qui contrecarre la marche des Hameaux stratégiques constitue un acte de sabotage contre la Révolution du peuple.

3 — En ce qui concerne les propriétés de l'Association générale des bouddhistes, comme il n'existe actuellement aucun

document définissant la nationalité des associations, le Gouvernement a réservé à ladite Association *exactement* le même traitement qu'aux associations catholiques, considérées comme filiales d'une organisation internationale.

On doit constater que l'Association générale des bouddhistes nie tout lien avec une quelconque organisation internationale, pour n'avoir pas à se soumettre aux mesures législatives en matière de propriété auxquelles se prêtent les organisations catholiques.

L'association générale des Bouddhistes a donc réclamé en fait un traitement privilégié par rapport aux organisations catholiques et non pas “le régime spécial dont jouissent les Missions catholiques...”.

Le Peuple doit savoir à ce sujet qu'il est du devoir de tout gouvernement d'empêcher quelque forme que ce soit de subordination et c'est pourquoi une réglementation solide s'impose concernant l'acquisition des biens à l'intérieur du pays par des étrangers et des associations, notamment ceux et celles ayant des rapports internationaux ; car ces derniers disposent de moyens particulièrement puissants bien plus efficaces que ceux dont jouissent les ressortissants du pays ; ils seraient en état d'acheter tout le Vietnam s'ils n'en étaient pas empêchés par des lois et règlements appropriés.

De toute façon la question est à l'étude à l'Assemblée Nationale concurrentement avec l'Ordonnance N° 10, en vue d'établir, en conformité avec l'esprit de la Constitution, les lois appropriées portant les meilleures garanties pour la Nation tout en ne provoquant aucune discrimination religieuse.

4 — Concernant la censure des publications, la Direction Générale de l'Information a mis en lumière des cas que tout le monde connaît à présent : des livres camouflés en livres de prières ou d'enseignement religieux, (pas seulement bouddhiques), et propageant des thèses communistes. C'est *seulement* pour cette raison que la Direction Générale de l'Information a dû assumer de nouveau ses responsabilités de censure ; autrement *jamais* aucune rigueur ne fut exercée contre des publications bouddhiques en tant que telles. Le devoir de toute communauté religieuse digne de ce nom d'ailleurs, est d'aider

les autorités en censurant elle-même soigneusement les livres de prières mis en circulation sous leur étiquette.

5 — En ce qui concerne la construction des pagodes, des écoles et des établissements sociaux bouddhiques, *jamais* le Gouvernement n'a imposé de restrictions.

En preuve concrète, on peut se rappeler que parmi les 4.766 pagodes existantes dans le pays, durant les 8 années d'exercice de ce Gouvernement et en dépit de la guerre, les bouddhistes ont construit 1.275 pagodes nouvelles et restauré 1.295 autres, sans compter leurs établissements sociaux.

Un autre exemple frappant du traitement de faveur que le Gouvernement réserve au Bouddhisme : en dépit de l'Ordonnance N° 10 dont l'Association Générale des Bouddhistes demande pour son compte le bénéfice en ce qui concerne les propriétés seulement et qui ne permet aucune subvention, le Gouvernement a accordé plus de 9 millions de piastres aux œuvres précitées, dont 5 millions ont été réservés aux Pagodes de la Région de Hué.

V — Cinquième revendication :

“Que le Gouvernement indemnise de façon équitable les victimes assassinées injustement et punisse comme il se doit les instigateurs”.

En vérité, le Gouvernement a porté assistance et secours dès le début aux familles victimes du 8-6-1963, qui ne sont d'ailleurs pas toutes bouddhistes, parce qu'il y en a eu parmi elles une catholique et que la plupart parmi les autres pratique seulement le culte des ancêtres.

Ce Gouvernement cherche toujours et en tout état de cause à porter assistance et secours aux victimes d'accidents ou de calamités quand il les juge dignes de secours. Dans le cas présent, il s'est refusé seulement à admettre qu'il eût fait “lui-même” ces victimes.

Il y a vraiment un incroyable cynisme dans la diffusion, par les séditionnaires, de tracts signés “Bouddhisme du Viêt-Nam” et accusant le Gouvernement d'avoir “fait écraser la foule avec des tanks” et d'avoir fait tirer dessus avec “des canons,

des mousquetons et des grenades”, alors qu'on n'a pas recueilli la moindre preuve à l'appui de cette accusation et que *toutes* les victimes *sans exception* ne portaient que des traces de blessures par “plastic”, sorte de petite bombe que les forces de l'ordre n'utilisent pas, car elles ne la possèdent pas, mais qu'utilisent par contre constamment les Vietcong, surtout dans leurs activités terroristes.

Quant aux divers troubles observés à l'occasion de “l'affaire bouddhiste”, nous devons reconnaître que s'il y a eu quelques défauts dans le maintien de la sécurité et de l'ordre surtout pendant la nuit, — défauts dont le Gouvernement va réexaminer le détail pour punir les responsables, — on ne peut cependant nier les causes initiales de ces troubles. L'organisation bouddhiste, n'étant pas assez stricte, a laissé s'infiltrer dans ses rangs un certain nombre de séditionnaires qui ont exploité son nom pour agiter la population dans les conditions les plus illicites. Les plus grossières ont été les suivantes :

1 — A l'occasion d'un homicide prémédité et organisé où de l'essence a été versée sur un bonze pour brûler vif ce malheureux, d'autres bonzes n'ont pas hésité à malmenier des agents de police pour les empêcher d'accomplir leur devoir, devoir qui s'impose d'ailleurs à tout citoyen “d'assister une personne en danger”, devoir si impérieux que quiconque l'enfreint est puni par la loi au titre de “non assistance”.

2 — Après que l'accord eût été conclu entre la Commission interministérielle et l'Association générale des bouddhistes, certains bonzes ont persisté, de l'intérieur d'une pagode ou bien hissés sur des voitures, à faire usage de haut-parleurs pour inciter la population à se dresser contre le Gouvernement. Bien plus, d'autres éléments, toujours se prévalant de l'étiquette “bouddhiste”, n'hésitèrent pas à s'armer de chaînes de bicyclettes, de bâtons, de grenades à gaz lacrymogène et de pierres contre les forces de l'ordre, blessant jusqu'à 42 agents de police.

Et que voulaient donc ces “bouddhistes” ? Assister à un enterrement qui avait été ajourné par décision même de l'Association Générale des bouddhistes, décision que des bonzes allèrent rappeler et commenter sur les lieux mêmes, devant les manifestants soi-disant “bouddhistes”, mais en vain !

Il est ici de notre devoir de rappeler à *tous* les bouddhistes de bonne foi, comme à toutes les Associations Bouddhistes, qu'ils doivent saisir cette occasion pour resserrer leurs rangs avec une vigilance accrue afin que l'ennemi commun et ses valets ne puissent, en s'y infiltrant, jeter le désarroi parmi leurs coreligionnaires et semer le trouble dans le pays, ce qui porterait préjudice non seulement à la Nation mais à la cause même du Bouddhisme, cause que tous nos camarades désirent défendre.

Garçons et filles de la Jeunesse Républicaine,

Je viens de vous exposer ce qui s'est passé pour vous permettre à tous de mieux comprendre le communiqué conjoint du 16-6-1963 signé par la Commission interministérielle et l'Association Générale des Bouddhistes, mettant fin à une situation faite de malentendus exploités au maximum, de la manière la plus barbare et qui vous ont causé la plus vive affliction.

Tout au long de cette affaire, à ceux qui ont mesuré de leurs yeux les succès du Gouvernement dans son énergique direction de la guerre contre le Communisme et qui l'ont vu lutter pas-à-pas sans jamais faiblir, il peut sembler difficilement croyable que ce même Gouvernement ait pu affronter une telle crise sans l'avoir pu dissiper tout de suite.

Cette soi-disant "lenteur" a été même parfois prise pour de la timidité et de "l'incapacité politique", et certains sont allés jusqu'à croire et professer que le Gouvernement s'était trouvé submergé.

En réalité, il n'en a nullement été ainsi, et vous le savez bien. Au début, on avait cru l'affaire seulement religieuse et l'on pensait qu'elle serait réglée des mains mêmes des vénérables et saints hommes aussitôt qu'ils seraient informés, car le Gouvernement n'a jamais pratiqué une politique de discrimination ou d'oppression religieuse.

C'est pour cette raison, et bien que les circonstances ne le recommandassent pas, que le Gouvernement avait choisi d'accéder aux vœux des vénérables bouddhistes, qui sollicitaient

que le *silence* fût gardé des deux côtés pendant que serait constituée la délégation officielle bouddhique et ensuite, durant les négociations, afin qu'on ne pût parler "d'huile versée sur le feu". Bien que ces conditions de silence ne se trouvaient par la suite respectées qu'à sens unique, le Gouvernement se refuse à toute mise au point officielle. D'un seul coup, il eût pourtant fait tomber le plan d'encerclement prémédité par les séditeux, qui cherchaient par tous les moyens à profiter de ce silence dans le propos d'acculer le Gouvernement par l'emploi d'une opinion interne et externe entièrement formée par eux et qu'ils escomptaient achever de soulever dans des conditions telles qu'elle fût devenue irréversible. Mais encore une fois, le Gouvernement entendait s'en tenir au propos convenu de réciprocité discrétion.

La patience du Gouvernement ne signifiait cependant pas que lorsqu'il s'agit de religions ou seulement d'apparences religieuses, l'autorité publique est prête à rompre avec ses principes, dont le plus rigoureux est de ne jamais plier devant la déraison, surtout quand celle-ci s'assortit de chantage ou de toute autre forme de pression susceptible de semer le trouble dans notre pays en état d'urgence.

Si l'attitude du Gouvernement a pu le faire croire hésitant, nous savons qu'il existait encore une autre source à cette hypothèse. Outre le calme que lui inspiraient la conscience de son bon droit et de sa solide position nationale, outre sa simple patience et sa réelle bonne volonté, dispositions qui lui semblaient seules pouvoir aller de pair avec la sincérité et la loyauté — (parce qu'il n'était pas d'autre langage plausible dans une affaire que le Gouvernement croyait purement religieuse) — il reste à considérer que le Gouvernement se sentait déchiré par l'éventualité de se trouver placé en position de sévir contre des malheureux aveuglés et fanatisés par des mauvais bergers abusant de leur candeur et trompant leur ferveur bouddhiste.

C'est pour éviter une telle éventualité que le Gouvernement a observé scrupuleusement les trêves de silence et supporté toutes les provocations préméditées des séditeux, non en vue de finasser dans la négociation mais seulement pour que

l'Association générale des Bouddhistes pût reconnaître clairement la position du Gouvernement.

Ce respect du silence comportait certes quelque danger, car il risquait de placer le Gouvernement dans une situation équivoque si par malheur le peuple n'avait pas assez de bons sens pour juger de la situation.

Faisant cependant confiance au patriotisme et au bon sens du peuple, le Gouvernement continuait à appliquer dans cette affaire la principale vertu bouddhiste, à savoir "la patience dans l'humilité (nhân nhực ba la mât)".

..

L'affaire terminée doit cependant constituer une bonne leçon pour nous comme pour beaucoup d'autres.

La conjoncture a démontré à toutes les nations la danger que peut présenter le défaut d'information et d'éducation des masses populaires qui peut à tout moment porter un certain nombre de gens au fanatisme. Les bouddhistes s'en inspireront de même pour établir plus de vigilance, plus de garanties, plus de sauvegardes dans la structure de leur organisation, palliant ainsi à toute tentative d'exploitations de la part des spéculateurs politiques.

L'expérience passée nous a révélé par ailleurs, et cela a été pour moi une nouvelle chose regrettable, le manque de calme et de réalisme de certains de nos amis. Leurs réactions nous ont fait mesurer le danger qu'il y a à accueillir parmi nous des éléments toujours prêts à la panique, incapables de discerner le vrai sous les fausses apparences.

Grâce cependant à votre attitude et à vos efforts d'explication joints aux efforts des autres organisations, le peuple dans son ensemble n'a pas répondu à la campagne d'excitation des séditieux.

Garçons et filles de la Jeunesse Républicaine,

Il est encore de notre devoir de demander instamment à la population de résister aux entraînements du fanatisme superstitieux et de se soustraire aux ordres de pasteurs dont elle n'a

pas éprouvé les vertus. Quand bien même certaines garanties vous seraient présentées, restons vigilants et sachons que dernièrement un Vénérable, au cours des pourparlers, se plaignit auprès de la Commission Interministérielle qu'en une journée il avait vu circuler 2 ou 3 tracts signé de son nom et portant son cachet et à la rédaction desquels il était totalement étranger.

Encore une fois ne laissons jamais trahir la cause suprême de la Patrie, car sans elle que serions-nous ? Aucune métaphysique ne peut exiger le sacrifice de l'intérêt de la Nation et du Peuple. Les religions dignes de ce nom exhortent leurs fidèles "au respect et à l'obéissance vis-à-vis du Pouvoir légitime", c'est une loi universelle.

Et c'est pourquoi tous nos compatriotes bouddhistes doivent préserver en eux-mêmes ces sentiments respectés de douce compassion et de dignité qui caractérisent le Bouddhisme ; "noblesse oblige" ! Que le Bouddhisme ne se laisse pas griser par la magie du nom de Bouddha ; qu'il ne s'abandonne pas à ces faux semblants idéologiques, trop souvent teintés de politique avec lesquels la Philosophie bouddhique n'a en fait rien à voir, parce que cette haute philosophie vise justement à déraciner toutes les superstitions comme tous les fanatismes.

L'Église catholique jadis un instant enivrée par sa puissance spirituelle et temporelle vieille de plus de dix siècles, provoqua un jour sa propre scission, la Réforme. Si elle est redevenue forte et respectée malgré cette douloureuse rupture, c'est parce qu'elle n'a jamais commis depuis lors, l'erreur d'altérer sa doctrine dans l'espoir de gagner plus d'adhésions. Elle s'est contentée de corriger fermement ses lacunes l'une après l'autre, et c'est cette grande expérience qui l'a pourvue de façon efficace et quasi miraculeuse d'une structure où l'auto-contrôle s'exerce désormais sans défaillance. Les mêmes perspectives s'offrent au Bouddhisme, qui doit s'organiser à vivre en communautés strictes et fortement disciplinées nonobstant sa philosophie d'inspiration individualiste.

Aucune religion ne peut se fonder sur son seul prestige et sur sa seule influence temporelle pour contraindre la raison et l'esprit.

Choisissons donc soigneusement le cadre dans lequel nous voulons voir s'épanouir notre foi. Que ce cadre nous donne à nous comme à la communauté nationale toutes les garanties de la raison et de l'efficacité.

Ne dit-on pas chez nous qu'"il faut bien choisir le visage avant de confier son or"? Mais qu'est-l'or auprès de la Foi, et si pour l'or on prend tant de soins, combien davantage n'en doit-on pas prendre pour la Foi?

Ce Gouvernement a un devoir historique devant la Nation comme devant le Monde entier, celui de vaincre ici-même le Communisme; il lui incombe de prouver que ce colosse inhumain dépourvu du respect de la personne humaine, de la Patrie, de la Famille et de la Foi, peut être vaincu par un adversaire petit et sous-développé, pour peu que celui-ci soit animé d'un patriotisme intrépide.

Le Bouddhisme comme toutes les autres religions ne peut mériter le respect du Gouvernement et du peuple que dans la mesure où il se montre profondément nationaliste et où il adhère à l'anti-communisme militant pour protéger sa doctrine et sa liberté de propager la foi.

Les dirigeants religieux du Vietnam doivent refuser de solliciter ou d'accepter une aide extérieure visant à l'instauration de sectes politiques au service de mouvement anti-nationaliste, dit neutraliste, qui n'exprime que l'indifférence devant le mal communiste.

Nous avons le devoir de mettre le peuple en garde contre les dernières manœuvres conçues par les séditionnaires, hommes de main des communistes, et surtout dans les villes, (car les communistes se trouvent acculés dans les campagnes où le peuple a trouvé le bouclier des hameaux stratégiques).

Ces manœuvres consistent :

1 — à chercher à provoquer un sectarisme aveugle, en faisant croire au peuple par exemple "qu'une lutte a été nécessaire contre le Gouvernement pour faire triompher la liberté des croyances". En fait, il a suffi de se baser sur le bon sens et la fraternité pour régler en un rien de temps tous les malentendus, sans avoir besoin de se laisser aller

à une agitation exploitée par les anarchistes et les communistes et assortie d'une violence contraire à la doctrine bouddhique.

2 — à préparer en même temps une campagne pour persuader les Saints Vénérables que "Le Gouvernement ne tient pas sa promesse de protéger le Bouddhisme etc..". Les saints hommes, coupés du monde quelques uns ne lisant que le Vietnamien ancien en caractères démotiques et trop bons pour mettre en doute les affirmations de certains cadres extrémistes, seraient alors incités à juger sévèrement la position du Gouvernement et à considérer toute argumentation des pouvoirs publics comme "signes de mauvaise volonté et de mauvaise foi". Ainsi un certain fanatisme pourrait prendre naissance dans l'opinion énermée par des revendications en vérité sans fondement en même temps que les Bouddhistes de l'étranger prendraient une position vivement critique. A quoi s'ajouteraient les effets de la propagande internationale communiste et crypto-communiste pour accroître la pression contre le Gouvernement qui ne fait qu'appliquer correctement ce qui a été décidé entre les deux parties.

Mais nous, dont le principal devoir est de protéger le peuple et de maintenir les accomplissements victorieux de ce peuple, accomplissements auxquels nous avons, garçons et filles, apporté une large contribution de sang, nous saurons parfaitement découvrir la subversion et agir contre elle en conséquence, sous quelque étiquette qu'elle se cache, fût-elle religieuse.

Gardons donc notre calme et notre clairvoyance d'esprit, afin d'aider le Gouvernement dans la mesure où cela est conforme à l'idéal de notre Jeunesse, à franchir cette nouvelle étape dans la lutte contre notre pire ennemi, le Communiste athée.

Je suis certain qu'avec un esprit ouvert à la raison, à la joie et à la jeunesse, mais résolument affranchi de toutes les idées, de toutes les organisations et autres stratagèmes rétrogrades, déterminé à construire une société nouvelle plus juste, plus libre et plus fraternelle, nous, garçons et filles, qui représentons plus d'un million et demi de camarades, nous

trouverons nous-mêmes la solution à nos problèmes afin de pouvoir déployer toutes nos énergies pour défendre la Constitution au profit de tous les citoyens, y compris nos frères bouddhistes et aplanir tous les obstacles susceptibles d'arrêter la marche en avant de notre peuple comme celle du Mouvement de la Jeunesse Républicaine.

Saigon, 26 Juin 1963

Mouvement de la Jeunesse Républicaine

**COMMUNIQUÉ N° 3
of the Movement of the Republican Youth**

(Saigon, June 26, 1963)

Young men and women of the Republican Youth. :

Responding to communiqué N° 2 you have immediately and unanimously grasped an awareness of your duties towards the Constitution, truth, and the public security as well as towards the superior interests of the Nation. I address my congratulations to all the members of the Movement for your instant reaction and for the physical and moral efforts you have made to help the government and the men of good will on the side of the monks in the settlement of the " Buddhist issue ".

However, since the release of the joint communiqué signed by the Interministerial Committee and the delegation of the General Association of Buddhists, a certain number of questions have been raised in the Republican Youth Movement. Following several meetings dedicated to the study of the joint communiqué, the Plenum of the Movement has summarized in three main points the concern of all the comrades and submitted them on June the 25th to the Supreme Leader of the Movement. These points are as follows :

1 — Comparing the Joint Communiqué with the lines of action of the Republican Youth, our comrades find that the Communiqué, both in content and in form, does not conform to the ideal of the Republican Youth, an ideal which is chivalrous, disinterested, and centered completely upon serving the people, whose spiritual symbol is the national flag which should always have precedence over the emblems of any and all other private associations.

2 — Comparing the Joint Communiqué to the Constitution which is the main guideline of action for the Republican Youth, our comrades find that the Joint Communiqué seems to create privileges and monopolies to the benefit of one particular group, whereas the Constitution advocates equality in the collective advancement.

3 — Comparing the Joint Communiqué to the laws presently in force our comrades find that the Joint Communiqué seems sometimes to go counter to the law.

In view of these concerns on the part of our comrades, and while reactionary forces colluding with the Communists are persistently seeking to exploit misunderstandings by deforming the truth with tendencious propaganda in the aim of creating new troubles to destroy our sacred unity and to exert their disloyal pressure upon the minds of the Buddhist faithful of goodwill, I deem it my duty to briefly outline the background of the "Buddhist issue" and to show you under what circumstances it was launched and in what circumstances it has been settled by the Joint Communiqué, so that according to the tradition of our Movement, each of us may judge knowingly, solve by himself his own problems and freely adopt a clear cut and determined attitude within as well as without the movement.

First, I must state that the Republican Youth Movement is a free and popular movement ; that it is not a creature of any government and not prepared to blindly follow anyone. The Movement is, however, a chivalrous movement ; it has assigned to itself the mission of defending what it believes to be just ; it must naturally defend the revolutionary gains as well the perspectives of the Movement in the context of the historical situations and conditions of the nation, in which all the comrades recognize that the present government, compared to all the former ones is the most favorable to the full development of the ideal of the Republican Youth.

∴

As early as in 1957 this government signed two orders for the defense of the National Flag, in order to secure for this sacred emblem the preeminent place due it.

These orders were not implemented as they should have been. This accounts for the issuance of the instruction of May the 6th designed to recall to all the respect due the National Colours. This instruction did not aim at any particular religion. Several days after the issuance of the above-mentioned instruction came the anniversary of the birth of Buddha it is true, but it is also true that the instruction came just before the Catholic Ascension Day. However, the spirit of the purpose of this reminder seems to me to have been misunderstood. Taking advantage of this misunderstanding, certain elements ordinarily rather indifferent towards the heroic struggle of the people against Communist invasion showed themselves to be extremely enthusiastic in beginning a campaign of systematic and disloyal distortion of facts, aimed at poisoning the souls of the faithful, at exerting a heavy pressure on the Venerable monks and at arousing a movement of insubordination to the law, under the fallacious pretext of "fighting against the repression of Buddhism" and "for the defense of the Faith".

A campaign began with five principal demands put forward by the General Association of Buddhists. Following are these demands and the position of the government :

1 -- First demand :

"Let the government definitely abrogate the official telegram giving the order to bring down the religious emblem of Buddhism".

In fact no official telegram was ever sent by the government to order that any Buddhist flag be brought down.

Like all other flags, the emblem of the General Association of Buddhists must yield a legitimate precedence to the national flag in public places. Such was the essential content of the instruction given - nothing more.

The national flag is not at all a private emblem of the government as certain seditious elements have dared to insinuate. The national flag is the only symbol of our beloved fatherland and of our entire people. As long as it remains the symbol

of the nation, the people must accept all sacrifices to defend it and to maintain it at the highest place in the national life.

In any case, nothing in this connection could have justified the developments which have occurred, if the leaders of the General Association of Buddhists had shown from the very beginning understanding, patience, calm and particularly clear-sightedness regarding the extremist elements which can exist in all associations.

Unfortunately such was not the case, and the events which successively unfurled themselves threw disarray into population with the intervention of elements clever in treacherously exciting the minds and in creating a state of tension which resulted in absurd and illicit acts causing the loss of human lives.

What patriotic heart has not been moved and shocked by such effects brought about, not because any religious freedom whatsoever was in danger but merely by a dispute over the respective place to be attributed to the national flag and to the flag of the General Association of Buddhists. It is common knowledge that in Vietnam since time immemorial, the most devout Buddhists have never venerated Buddha under the sign of any flag. Furthermore, and whatever the arguments put forward, I share your opinion that a "bargaining" on this theme could not benefit anybody in the eyes of the foreigner as well as of the people of Vietnam who are well aware that the sacrifices that they are making in the service of the fatherland are being made under the folds of the national flag and not of another flag. It is precisely with this thought in mind that in the Republican Youth Movement, which of all the private associations has contributed the largest share in this war, we always place the national flag above our pennant.

2 -- Second demand :

"Let Buddhism benefit from the special status granted to Catholic missions and provided by Ordinance N° 10."

The way in which this demand is presented would make believe that this government really advocates a policy of favoritism towards Catholicism at the expense of Buddhism.

Here again, reality is different !

Ordinance N° 10 promulgated under Bao Dai (August the 6th, 1950) has actually but defined the modalities for the establishment of private associations, religious and other, so that they may obtain the legal power to acquire, operate and dispose of real property. A reserve clause inscribed in Article 44 announced that a special status would be prescribed later for "the Catholic and protestant missions as well as for the Chinese congregations", that is to say for associations, religious or other having an international or foreign character.

The measures announced by this decree have in fact not been defined to this date. On the other hand, they fall under the competency of the legislative power and any citizen is entitled to request the National Assembly to consider the problem and vote on it.

Thirteen years have elapsed and no one has ever raised any controversy over Ordinance N° 10. The government on its part, moreover, has never taken advantage of this Ordinance N° 10 or of the lack of legal measures for the international or foreign associations, to practice any religious discrimination.

To tell the truth, it has strictly applied the clauses contained in that ordinance only vis-à-vis those associations having no system or organization authorized by the government, including religious organizations of accredited system, invested with a laic social character, such as "Catholic Action" or "Social Buddhism". Thus, an organization such as the "Inter-sect Committee for the Protection of Buddhism", though issuing from an authorized system such as "The General Association of Buddhists", has a laic social character and not a purely religious one such as does the "General Association of Buddhists". For this reason, it should follow the common regulation applicable to private associations, otherwise it would mean that a privileged and unequal status would be granted to Buddhism in relation to other religions. This is a problem in your minds and I believe that you are right in raising such a problem.

As far as purely religious associations are concerned the government has not rigorously implemented Ordinance N° 10.

In the case of Catholic religious organizations, such liberal implementation does not entail any disadvantages (for these organizations rest upon a very detailed, very elaborate and very tightly controlled system which is well-known chiefly by the Catholics, internationally as well as locally. But that same liberal implementation can on the contrary cause serious damage to the nation in the case of religious organizations which do not possess any international or local structures offering sufficient guarantees both for the State and for the faithful; that is to say an organization rational, firmly structured and broadly brought to the knowledge of all.

Evidence of the facilities granted by the government to Buddhism can be found in the hundreds of pagodas which have been constructed with no notification on the part of anyone to the authorities regarding their affiliation, their statutes and their by-laws, and even without any declaration of any kind. These pagodas whose apparent unity of principle resides only in the name of Buddha or in the robe of the monks, most often have no connection between one another. There now exist a great number of pagodas and of Buddhist sects which are totally different one from another as far as the cult is concerned and which are not in any way affiliated one with another.

Another significant fact is that the President of the Republic received in audience in Saigon a Buddhist delegation which called on him as representatives of the General Association of Buddhists; but the representative character of this delegation was later on disclaimed and even denied by another delegation. This is why the government had to delay for several days the beginning of the negotiations, in order to give the leaders of the General Association of Buddhists the time to come to an agreement between themselves, and designate an official delegation to represent the association.

At any rate the National Assembly is now considering a complete and detailed revision of the provisions of Ordinance No 10 in order to propose appropriate measures concerning all aspects of the problem.

It seems useful in this connection to recall that in the face of manoeuvres of sabotage and subversion coming from outside,

whether of communist inspiration or not, the interests of the nation can be safeguarded only with a solid and strict legislation defining the status of associations. What is essential is that such legislation must be founded on the principle of equality and must faithfully reflect the spirit of the Constitution.

Honest citizens have nothing to fear from a strict regulation in this matter if their associations do not engage in camouflaged reprehensible activities. That is why our own movement does not fear any control: We rigorously practice our own self-control.

3 -- Third demand :

"Let the government put an end to arrests and persecutions of the Buddhists".

Here again the wording aims at making believe that this government advocates a gratuitously sectarian policy of oppression against the monks because these spend their time praying to Buddha.

In fact the government has *never* on its own initiative, carried out any arrest or exerted any repression whatsoever against Buddhists for the reason that they are Buddhists, although seditious elements, infiltrated into the ranks of the Buddhists have engaged in all kinds of provocations. Better yet the President of the Republic has personally assured the General Association of Buddhists that the government remains prepared to consider any specific concrete case of illegal arrest or of instance of persecution which might be reported to his attention.

Moreover, we must not forget that the Justice Department is created precisely to take care of such problems.

There is another point on which I wish to call your attention :

Nobody can count upon the past clemency of the President to continue to foment trouble.

This government which has always given proof of its patriotism, and whose primary purpose is the preservation of the nation, has no interest of any sort in indulging in illegal and arbitrary arrests.

We will then not permit any interference in the internal affairs of the State for which the government alone is responsible. Let the leaders of the General Association of Buddhists refrain from this then, and especially when such interference would be to favor seditious people, precisely those guilty of having ignored the agreements signed by the association itself with the government: for, by doing so, they would raise the most serious doubts about the sincerity and the good faith of the Association and its leaders.

4 -- Fourth demand :

“Let the monks and the Buddhist faithful enjoy freedom of worship and the freedom to propagate their faith”.

This point is inscribed in clear detail in the Constitution. The President of the Republic has, furthermore given to the General Association of Buddhists the assurance that if any violations of this provision were reported, the government remains prepared to examine it.

1 — In the particular cases of the meetings to be held in pagodas which have not submitted any statutes or internal regulation and which do not belong to any system recognized by the government, a previous authorisation is, of course, required. This is quite natural. As for pagodas belonging to an admitted system, if sometimes they are even so required to apply for an authorization before holding their ordinary meetings this is for reasons of national security or because these pagodas are located in insecure areas. The people who enjoy the security and comfort of the cities are inclined to forget that our people are facing one of the most dangerous of wars and that the whole country has been placed in a state of emergency.

2 — As regards communal pagodas built by the villagers or donated by a private individual to the village, they are the property of the village community and not of any religious association; for this reason, they are placed under the responsibility of the administrative committee of the village. In Strategic Hamlets, it is quite natural that such committees

are elected by the population. Anything which hampers the advancement of the Strategic Hamlet program constitutes an act of sabotage against the revolution of the people.

3 — Concerning the properties of the General Association of Buddhists, as there is no document at the present time defining the nationality of the associations, the government has reserved for this association *exactly* the same treatment as for Catholic associations, both being considered as branches of an international organisation.

One must note that the General Association of Buddhists denies any connection with any international organisation in order not to be required to submit itself to legislative measures in matter of property to which the Catholic organisations must submit.

The General Association of Buddhists has thus demanded a privileged treatment in relation to Catholic organisations and not at all the “same special status enjoyed by Catholic missions”.

The people must know, in this connection, that it is the duty of any government to prevent all forms of subordination whatever they may be and that this is why a firm regulation is required concerning the acquisition of property inside the country by foreigners and associations, particularly those having international connection; for the latter dispose of particularly powerful means, much more effective than those available to the local citizens. They would be in the position of finding it possible to buy the whole of Vietnam if they were not prevented from doing so by appropriate laws and regulations.

In any case, the problem is under consideration at the National Assembly in conjunction with Ordinance No 10, with a view to drafting, in compliance with the spirit of the Constitution, appropriate laws offering the best guarantees for the Nation while avoiding the fostering of any religious discrimination.

4 — Concerning the censorship of publications, the Directorate General of Information has revealed cases which are now common knowledge: books presented as prayer books or

religious teaching books (not only Buddhist) which are actually communist propaganda publications. It is only for this reason that the Directorate General of Information has had to assume again its censorship responsibilities ; otherwise no restriction whatsoever would ever have been applied to Buddhist publications as such. The duty of any religious community worthy of this name is, at any rate, to help the authorities by itself censoring carefully all prayer books put into circulation on their behalf.

5 — Concerning the construction of pagodas, schools, and Buddhist social establishments, *never* has the government imposed any restrictions whatsoever.

Concrete evidence to this fact is that out of 4,766 pagodas now existing in the country, 1,275 new pagodas have been constructed and 1,295 old pagodas restored by the Buddhists during the last 8 years under the present administration in spite of the war, and this is not to mention the Buddhist social establishments.

Another striking example of the favourable treatment reserved by the government for Buddhism : in spite of Ordinance N° 10 for which the General Association of Buddhists request the benefit of the provision concerning property only, a provision which does not permit any subsidy, the government has granted more than 9 million piasters to the above-mentioned projects, including 5 million for pagodas in the Huê area.

5 — Fifth demand :

“Let the Government pay equitable compensation to the victims unjustly assassinated and duly punish the instigators”.

In fact the government has extended relief assistance from the very beginning to the families of the victims of the May 8th incident who, by the way, are not all Buddhist, one of them being Catholic, most of the others worshipping only their ancestors.

This government seeks always and in all circumstances to extend assistance and relief to victims of accidents and calamities when it deems that they deserve help. In the present case,

it has only refused to accept the allegation that the government itself made them victims.

There really is an incredible cynicism in the diffusion by the seditious of leaflets signed “Buddhism of Viet Nam”, and accusing the government of “having crushed the crowd with tanks”, and of having given the order to shoot at it with “canons, shotguns and grenades”, although not the least evidence has been collected to support such an accusation, and although *all* the victims *without exception* bore only traces of wounds caused by plastic, a kind of small bomb which the security forces do not use because they do not have any in their possession, but which, on the contrary, the Viet Cong constantly use, particularly in their terrorist activities.

As for the various disturbances having occurred over the “Buddhist Issue” we must recognize that if there were some shortcomings in the maintenance of security and order during the night, shortcomings which the government will reexamine in detail to punish those responsible — one cannot, however, deny the initial causes of these disturbances and others. The Buddhist organisation, not being strict enough, has let a certain number of seditious elements infiltrate into its ranks and exploit its name to agitate the population in the most illicit ways. The most blatant are the following :

1 — On the occasion of a premeditated and organized homicide where gasoline was poured upon a monk to burn alive this unfortunate man, other monks did not hesitate to mishandle policemen to prevent them from fulfilling their duty, a duty which, moreover, falls any citizen “to assist a person in danger”, a duty which is so imperative that the law provides for punishment for “non-assistance” to anyone who shirks this responsibility.

2 — After the agreement was concluded between the Intermunicipal Committee and the General Association of Buddhists, certain monks, from the inside of a pagoda and standing on vehicles, used loud-speakers to arouse the population against the government. Even worse, other elements, again claiming the “Buddhist” label, did not hesitate to arm themselves

with bicycle chains, sticks, tear-gas grenades, and stones, and to use them against the security forces, wounding as many as 42 policemen.

And what were these so-called "Buddhists" after? They wanted to attend a funeral which had been postponed by the very decision of the General Association of Buddhists, a decision which monks went to the very site to announce and explain to the so-called Buddhist demonstrators, but in vain.

At this point it is our duty to remind *all* the Buddhists of good faith as well as all the Buddhist Associations that they must seize this opportunity to close their ranks with increased vigilance in order to prevent the common enemy and its lackeys from infiltrating, from sowing doubt among their fellow Buddhists and disorder in the country, which would harm not only the Nation but the very cause of Buddhism, a cause which all our comrades are eager to defend.

Young men and women of the Republican Youth,

I have just outlined to you what happened, to enable you to better understand the Joint Communiqué of June the 16th signed by the Interministerial Committee and the General Association of Buddhists, putting an end to a situation made of misunderstandings exploited to the maximum, in the most barbarous way, and which have deeply grieved you.

All through the development of this issue, to all those who have measured with their own eyes the success obtained by the government in its energetic conduct of the war against Communism and who have seen it fighting step by step without ever flinching, it may seem hardly credible that this same Government could face such a crisis without having been able to settle it immediately.

This so-called "tardiness" has sometimes even been taken for timidity, and "political incapacity", and some have gone so far as to believe and proclaim that the Government has found itself submerged.

In fact, such was not at all the case and you are well aware of this. In the beginning it was believed that this was a

purely religious matter and it was thought that it would be solved by the Venerable and Holy Men themselves as soon as they were informed, since the Government has never practised any policy of religious discrimination and oppression whatsoever.

It is for this reason, although the circumstances did not recommend such a move that the government chose to meet the wishes of Buddhist monks who requested that *silence* be kept by both sides while an official Buddhist delegation was being formed and, later, during the negotiations, so that no one could speak of "oil being poured upon the fire". Although this agreement for silence was respected on only one side, the government did not want to issue any official clarification.

And though, if it had done so, it would with one stroke have broken the encirclement plan premeditated by the seditious elements who were seeking by all means to take advantage of this silence in order to corner the government by the use of an internal and external opinion entirely shaped by themselves, and which they expected to be able to finally raise under such conditions that there would be no point of return. But once again the government decided to observe scrupulously the agreement of reciprocal discretion.

The patience of the government did not mean, however, that when religious or even religious appearances only are involved, public authority is prepared to break its principles, the most rigorous of which is never to yield to unreasonableness, particularly when this is coupled with blackmail or with any other form of pressure which can sow disorder in our country during a state of emergency.

If the attitude of the government may have appeared hesitant, we know that there was another reason for this hypothesis. Not mentioning the composure inspired to it by the awareness of right reason and of its solid national position, not mentioning its mere patience and real goodwill, dispositions which seemed to it the only ones compatible with sincerity and loyalty — (since there was no other plausible language in a matter which the government believed purely

religious) – it still remains to be considered that the government felt itself torn apart by the eventuality of being compelled to take sanctions against unfortunate individuals blinded and fanaticised by bad shepherds, abusing their candor and deceiving their Buddhist fervor.

It was to avoid such an eventuality that the government scrupulously observed the truce of silence and withstood all the premeditated provocations by seditious elements not in order to outwit anybody in the negotiations but only to permit the General Association of Buddhists to clearly recognize the position of the government.

This observation of the agreement to silence, was not of course without danger, for it risked placing the government in an equivocal situation if ever the people were not fortunately endowed with enough common sense to judge the situation for themselves.

Trusting the patriotism and common sense of our people, however, the government continued to practice in dealing with this matter, the cardinal Buddhist virtue “*nhân nhuc ba-la-mât*” (Patience in Humility),

..

The matter settled must now, however, serve as a good lesson for us as well as for many others. These events have shown to all nations the danger which lies in the lack of information and education among the popular masses which at any time can bring a certain number of people to fanaticism.

On their part, the Buddhists will draw inspiration from this to call for more vigilance, more guarantees, more safeguards in the structure of their organization, thus preventing any attempt at exploitation on the part of political speculators.

The past experience has revealed to us on the other hand — and this has been for me a new and regrettable thing — the lack of composure and realism on the part of certain of our friends. Their reactions have brought home to us the danger of welcoming among us elements who are always on the verge of panic, incapable of discerning the truth from false appearances. Thanks, however, to your attitude and your efforts of expla-

nation together with the efforts of other organizations, the people as whole have not responded to the campaign undertaken by the seditious elements.

Young men and women of the Republican Youth, it is also our duty to call on the population, to resist the inducements of superstitious fanaticism and to disregard orders coming from pastors whose virtues have not been tried. Even if certain guarantees are offered to you, let us remain vigilant, and let us know that recently during the negotiations, a Venerable Monk complained to the Interministerial Committee that within one single day, he had seen distributed 2 or 3 leaflets bearing his signature and his seal which he had never drafted. Once again let us never allow the Supreme Cause of the Fatherland to be betrayed, for what would we be without it? No metaphysics can demand the sacrifice of the interest of the Nation and the People. Religions worthy of this name call upon their faithful “to respect and obey the legitimate power”. This is a universal law.

And that is why all our Buddhist compatriots must preserve in themselves those respected feelings of mild compassion and of dignity which characterize Buddhism; “*Noblesse oblige*”! Let not Buddhism be intoxicated with the magic of the name of Buddha; Let it not surrender itself to those ideological false pretences, too often tainted with politics and with which the Buddhist philosophy has nothing to do, because this lofty philosophy aims precisely at uprooting all superstitions as well as all fanaticism.

The Catholic church, for a moment intoxicated with its spiritual and temporal power, more than ten centuries old, one day provoked its own scision: the Reform. If it has become strong and respected again in spite of this painful rupture, it is because it has never since committed the mistake of altering the doctrine, in the hope of winning more adherents. It has contented itself with firmly correcting its shortcomings one after another, and it is this great experience which has endowed it, in an effective and quasi-miraculous way, with an organization where self-control has been unfailingly practiced. The same perspectives are offered to Buddhism which must organize itself in order to live in strict and strongly disciplined commu-

nities notwithstanding its philosophy of individual inspiration. No religion can depend on its sole prestige and its sole temporal influence to win over reason and mind.

Let us then carefully choose the framework in which we want to see our faith bloom. Let this framework provide ourselves as well as the national community all the guarantees of reason and efficacy.

Is there not in our country a saying that "one must look well at the face of the one to whom one wants to trust one's gold"? But what is gold compared to faith? And if so much care is given to gold, how much more ought one to give to faith?

This Government has a historic duty towards the Nation as well as towards the whole world, that of vanquishing on this very land, communism; it behooves this government to prove that this inhuman giant, having no respect for the human person, for the fatherland, for the family, or faith can be vanquished by a little underdeveloped opponent, provided the latter be sustained by an intrepid patriotism.

Buddhism, like all other religions, can deserve the respect of the government and of the people only in the measure it shows itself deeply imbued with the spirit of nationalism and that it adheres to a militant anti-communism to protect its doctrine and the freedom to propagate its faith. The religious leaders of Vietnam must refuse to solicit or accept any external aid aimed at establishing political sects at the service of an anti-nationalist and so-called neutralist movement which expresses but indifference in the face of the communist evil.

We have the duty of putting the people on guard against the latest manoeuvres conceived by the seditious elements, held in the hands of the Communists, and this, particularly in the cities, for the communists have found themselves cornered in the countryside where the people have found a shield in the strategic hamlets.

These manoeuvres consist of :

1 — Seeking to provoke a blind sectarianism, by making the people believe, for example, that a battle against the government has been necessary to make freedom of creed prevail.

In fact it would have been enough to depend merely on common sense and fraternity to rapidly solve all misunderstandings without allowing oneself to be dragged into an agitation exploited by anarchists and communists, and coupled with a violence which is contrary to the Buddhist faith.

2 — Preparing at the same time a campaign to persuade the Venerable Monks that "the government *does not keep* its promise to protect Buddhism, etc...". The Holy Men, living secluded from the world, some of them reading only old Vietnamese characters (chữ nôm) and too good to question the assertions of certain extremist cadres, would then be incited to severely judge the positions of the government and to consider any argumentation of the public authorities as "signs of bad will and bad faith". Thus a certain fanaticism could take birth in a public opinion overexcited by groundless demands, while the Buddhists abroad would take a strongly critical stand. To this would be added the effects of the international communist and crypto-communist propaganda to increase the pressure against the government which is only correctly implementing what has been agreed upon by both parties.

As far as we are concerned, we for whom the principal duty is to protect the people and preserve the victorious accomplishments of our people, accomplishment to which we, young men and women, have greatly contributed with our blood, we will be well able to uncover subversion and consequently act against it under whatever label it may hide, even a religious one. Let us keep our composure and our clearheadedness in order to help the government, as long as this is compatible with the ideal of our Youth, to weather through this new stage in the present struggle against our worst enemy, atheistic Communism.

I am convinced that with a mind open to reason, to joy, to youth, but resolutely liberated from all backward ideas, organisations and stratagems, determined to build a new society where there is more justice, more freedom and more fraternity, we, young men and women, who represent more than one million and a half of our comrades, will find our own

solution to our problems in order to be able to harness all our energies to defend the Constitution to the benefit of all citizens including our Buddhist brothers, and overcome all the obstacles which can hamper the march forward of our people as well as that of the Republican Youth Movement.

Saigon, June 26, 1963

Leader of the Movement of the Republican Youth
NGO DINH NHU

COMMUNIQUE N° 4
du Mouvement de la Jeunesse Républicaine

(1er Juillet 1963)

Un certain nombre de questions soulevées par nos camarades de la Jeunesse Républicaine au sujet du Communiqué conjoint signé le 16 Juin par le Comité Interministériel et les représentants de l'Association Générale du Bouddhisme ont été portés le 25 Juin à l'attention du leader du Mouvement par le Plenium de la Jeunesse Républicaine. Les commentaires formulés par le leader ont fait l'objet du Communiqué N° 3 en date du 26 Juin.

Les jeunes gens et jeunes filles de la Jeunesse Républicaine sont entièrement satisfaits des explications données et notre Mouvement est profondément reconnaissant à son leader d'avoir bien voulu, malgré les nombreuses occupations de sa charge, prendre le temps de les formuler.

Les membres de la Jeunesse Républicaine ne pourront jamais oublier que le leader de leur mouvement est le promoteur et le moteur de la politique des Hameaux stratégiques, une politique de révolution totale qui est en train d'acheminer rapidement notre petit pays sous-développé vers la victoire sur ce géant qu'est le Communisme international en même temps que vers un système démocratique avancé et présentant de solides garanties.

D'autre part, nous concevons la politique des Hameaux stratégiques non seulement comme la solution la plus efficace pour résoudre le problème de sous-développement au Vietnam mais encore comme offrant au Monde Libre une arme des plus nécessaires pour apporter la paix à l'humanité. En effet, si le Monde Libre peut avoir des plans pour faire face à la guerre

nucléaire et conventionnelle, il n'a encore aucune parade efficace contre la guerre subversive perfide des communistes.

La politique des Hameaux stratégiques a par ailleurs donné le branle à un libre mouvement d'études et de revision ainsi qu'au mouvement du Chiêu-hôi, mouvements ayant permis tant de progrès et de victoires sur les plans politique, économique, culturel, social et militaire.

Pour ne parler que de la campagne du Chiêu-hôi, en quatre mois et demi à peine, 7.901 personnes se sont ralliées à la Juste cause nationale représentée par ce gouvernement et non par aucun autre.

Nous savons tous trop bien que, si ces résultats importants ont pu être obtenus, représentant une valeur incontestable pour le Vietnam comme pour le monde, c'est parce que le leader de notre Mouvement a donné le meilleur de lui-même. Malgré les lourdes responsabilités qui le préoccupent à tous les instants, notre chef se penche cependant sur les problèmes de chacun des membres d'un Mouvement comptant plus d'un million et demi d'adhérents. Sa sollicitude nous émeut, elle appelle notre reconnaissance. Elle explique également notre indignation devant le fait que d'aucuns délibérément ou involontairement, se sont empressés à faire le jeu des rebelles, en attribuant hâtivement au Communiqué N° 3 le sens d'un rejet du Communiqué conjoint signé par le Comité Interministériel et les représentants de l'Association Générale du Bouddhisme, alors que ce communiqué n'était qu'une note explicative. C'est grâce à la précieuse explication apportée que nous avons mieux compris le fond du Communiqué conjoint, car la forme de ce communiqué n'a pas donné satisfaction à notre Mouvement.

Contrairement à la propagande tendancieuse à laquelle les communistes comme les spéculateurs politiques ont généralement recours, au lecteur attentif il apparaîtra sans la moindre ambiguïté que les trois questions soulevées par les camarades de la Jeunesse Républicaine et posées dans le communiqué ne le sont pas comme des prises de position mais comme de simples interrogations formulées par le Mouvement avec les réserves habituelles et auxquelles des explications nettes et claires ont été apportées.

Nous connaissons tous la tradition du Mouvement de la Jeunesse Républicaine qui est celle d'un engagement volontaire souscrit à travers une discussion libre, et ouverte, menée dans un esprit jeune, joyeux et libéral. C'est cet esprit qui a présidé à tant de séances d'études entreprises dans les Centres de formation de cadres pour les Hameaux Stratégiques, à Thi-Nghê comme à Suôi Lô-Ô et qui ont apporté à plus de 6.000 cadres du secteur public comme du secteur privé, des ministres et des généraux comme des intellectuels jusqu'aux militants des villages tant de satisfaction intellectuelle et morale et tant de progrès. Une telle discussion libre et ouverte non seulement ne constitue en aucune façon une source de discorde, elle contribue au contraire efficacement au renforcement de l'union et à la promotion du progrès sur tous les plans. C'est plutôt le silence, ou le bourrage de crâne ou l'explication à sens unique susceptible de semer le doute ou jeter le désarroi en soi-même comme autour de soi, qui constitue une manœuvre de division et une politique de division. Le Mouvement de la Jeunesse Républicaine ne saurait adopter une telle approche car notre mouvement est avant tout un mouvement de prise de conscience personnelle et d'adhésion volontaire, le million et demi de jeunes gens et jeunes filles que nous sommes, refusons d'être un troupeau de Panurge.

Notre Mouvement de la Jeunesse Républicaine est fier de contribuer à lutter contre la discorde en soumettant entre nous et sans la moindre crainte tous les problèmes à une dissection sérieuse, pour permettre à chacun de nous d'arrêter sa propre position et d'assumer sa propre responsabilité en en dépit de tous les obstacles.

Le Mouvement de la Jeunesse Républicaine est fier de confirmer à nouveau ses statuts et règlements intérieurs qui sont les statuts et règlements intérieurs d'un mouvement populaire ; il n'est pas un instrument entre les mains de n'importe quel gouvernement. Ayant prêté le serment de défendre et d'illustrer la Constitution, le Mouvement de la Jeunesse Républicaine restera fidèle à son serment. Les membres ont prouvé cette fidélité en offrant la propre contribution de leur sang. Rien qu'au cours des 18 derniers mois, le nombre de nos camarades qui ont été tués, kidnappés, liquidés, blessés ou mutilés au

combat, à un combat dans lequel ils s'étaient volontairement engagés sans avoir été contraints par la moindre loi, s'est établi de la façon suivante : morts en combat : 410 dont 18 jeunes filles de la Jeunesse Républicaine ; kidnappés et liquidés : 707 dont 16 jeunes filles ; blessés et mutilés : 233 dont 14 jeunes filles.

Tous ces sacrifices silencieux et anonymes ont été entièrement consentis dans un esprit chevaleresque et désintéressé et conformément à l'idéal de notre génération devant les exigences de notre temps : de nous-mêmes, nous affrontons le risque de perdre nos propres vies au service de l'idéal de la jeunesse et de la Nation sans considération de religion, sans réclamer pour nous-mêmes du gouvernement, ni la moindre rémunération, ni le moindre avantage, ni le moindre privilège. Le seul privilège auquel nous prétendons est de servir l'idéal de la jeunesse avec notre sueur et notre sang afin de contribuer à édifier, avec nos propres moyens, une société nouvelle conforme à notre idéal. Une telle attitude prouve clairement l'indépendance du Mouvement de la Jeunesse Républicaine à l'égard de n'importe quel gouvernement. Devant les réalisations concrètes, les acquisitions révolutionnaires du Mouvement, celui qui a le moindre bon sens, celui qui a un minimum de respect pour la raison, doit reconnaître à notre mouvement — au moins — le droit d'avoir son mot à dire dans la communauté du peuple comme toute autre association, religieuse ou non et d'exposer la position de ses membres comme les autres, surtout ceux qui se sont tenus à l'écart du mouvement de lutte entrepris par notre peuple et qui, néanmoins, grâce aux sacrifices consentis par des garçons et des filles comme nous, vivent dans la sécurité et l'abondance.

Jamais nous ne menaçons personne ni même ne pensons à menacer personne. Nous sommes seulement déterminés à nous mêler au plus profond du peuple dans la Résistance et à ne permettre à personne de trahir l'idéal de la Jeunesse et la lutte historique de notre peuple contre la féodalité, le colonialisme et le communisme, de disperser son effort et de détourner l'attention internationale des lieux et objectifs stratégiques du communisme, surtout le Sud Vietnam et le Bas-Laos, et permettre ainsi au Communisme et à ses valets de s'emparer d'une région vitale pour le Monde Libre.

En disant cela, nous ne faisons allusion à aucune religion et les dirigeants des associations bouddhistes ne devraient pas nous mal interpréter et se solidariser avec les traîtres et les rebelles, honnis par le peuple.

P. S. Pour éviter le malentendu regrettable qui s'est produit indépendamment de notre volonté et bien que le communiqué N° 3 soit destiné initialement à être uniquement un document d'études et de recherche pour le Mouvement de la Jeunesse seulement, nous sommes disposés à fournir le texte du communiqué N° 3 avec les traductions aux personnes de bonne volonté qui désiraient connaître notre position officielle.

Le Plénium
du Mouvement de la Jeunesse Républicaine.

ANNOTATION DU LEADER DU MOUVEMENT :

Les camarades du Mouvement de la Jeunesse Républicaine ayant exprimé librement leur opinion et résolu eux-mêmes leurs problèmes, en ma qualité de leader du Mouvement, je confirme les deux points suivants que tous les membres veilleront à bien posséder et à exécuter strictement et scrupuleusement :

1 — Comme je l'ai rappelé à plusieurs reprises aux membres du Mouvement comme au cours des séances d'études qui ont été organisées depuis un an pour les cadres du secteur public et privé : dans notre combat, nos seules armes sont nos principes, non pas des stratagèmes.

Seuls ceux qui n'ont pas de principes valables et rationnels, adaptés aux circonstances ont recours à des expédients machiavéliques.

2) — Les engagements que le Gouvernement a souscrit envers quiconque, le gouvernement doit les honorer. Le communiqué conjoint dans sa forme n'a pas précisé l'exact état des choses, mais le Gouvernement l'ayant signé avec l'Association bouddhiste pour affirmer clairement une position qui n'a jamais été

celle d'une discrimination religieuse, *le Gouvernement est tenu tout naturellement de continuer à être fidèle à cette position et de respecter le communiqué conjoint.* Le Mouvement de la Jeunesse Républicaine n'a jamais eu la moindre idée ni la moindre attitude d'opposition. Le Mouvement reste seulement toujours vigilant pour veiller à ne pas laisser les spéculateurs politiques et les communistes exploiter ce communiqué conjoint, en le faisant déborder du cadre religieux qui est son *seul* cadre.

Saigon, le 1er Juillet 1963

NGÔ DINH NHU

Leader du Mouvement de la Jeunesse
Républicaine

COMMUNIQUÉ N° 4
of the Republic Youth Movement

(Saigon, July 1, 1963)

A certain number of questions raised by our members of the Republic Youth concerning the Joint Communiqué signed on 16 June by the Inter-Ministerial Committee and the representatives of the General Association of Buddhists were on 25 June brought to the attention of the Leader of the Movement by the Plenum of the Republican Youth. The reply formulated by the Leader was the object of Communiqué No 3, dated 26 June.

We, the young men and women of the Republican Youth are fully satisfied with the explanations given and our Movement is profoundly grateful to its Leader for having taken the time, in spite of his heavy schedule of duties, to formulate that reply.

The members of the Republican Youth can never forget that the Leader of our Movement is the brain and the motor of the Strategic Hamlet policy, a policy of total revolution which is even now rapidly bringing our little underdeveloped country toward victory over the giant that is international Communism and at the same time toward an advanced democratic system encompassing solid guarantees.

On the other hand, we see the Strategic Hamlet policy not only as the most effective solution for the solving of our problem of underdevelopment but further as the offering to the Free World of an essential weapon in mankind's effort to bring peace to all humanity.

In fact, if the Free World has the plans for facing nuclear and conventional war, there has not been until now any solution for coping with the perfidious subversive war imposed upon us by the Communists.

The Strategic Hamlets policy has moreover given stimulus to a new free movement of study and of reform as well as to the movement of open arms — developments which have permitted sweeping progress and victory in the political, economic, cultural, social and military spheres.

To speak only of the Open Arms campaign, barely four and a half months have seen 7,901 persons rallying to the right national cause represented by this Government and by none other.

We are well aware that, if these important results have been realized, representing an incontestable value to Viet Nam as well as to the Free World, it is because the Leader of our Movement has given the best of himself. And in spite of such heavy responsibilities which weigh upon him constantly, our Leader still cares for the problems of each of the members and devotes his time to explaining and helping to solve the questions and doubts of our one and a half millions members! His solicitude moves us and calls forth our deepest gratitude. It also explains our indignation at those who, deliberately or otherwise, jumped quickly into the game of the rebels in hastily attributing to Communiqué No. 3 the meaning of a rejection of the Joint Communiqué signed by the Inter-Ministerial Committee and the representatives of the General Association of Buddhists, while in fact Communiqué No. 3 was nothing more than an explanatory note. It is thanks to the meaningful explanation the Communiqué carried that we now clearly understand the basis of the Joint Communiqué, since the form of this document had appeared unsatisfactory to our Movement.

Moreover, contrary to the tendentious propaganda, to which the Communists as well as the political speculators take recourse, it will appear to the careful reader, and without the least ambiguity, that the three questions raised by us are but an expression of sincere concern worded with the

careful restraint characteristic of the Youth Movement, and not at all the adoption of a position. All three of the questions were replied to in clear detail.

We all understand well the tradition of the Republican Youth Movement which is based on a voluntary engagement in free and open discussion carried on in a youthful, joyous and liberal attitude. It is this attitude which has permeated so many sessions of study undertaken in our centers for the training of cadres for Strategic Hamlets, at Thi-Nghe as at Suoi Lo-O, and which has brought so much moral and intellectual satisfaction and progress to over 6,000 cadres belonging to all sectors, public and private, secretaries of state, high ranking officers as well as intellectuals and militants of the villages. Such free and open discussion is in no way a source of discord, but on the contrary even contributes effectively to the reinforcement of unity and the promotion of progress in all domains. It is rather silence, or aloofness, or one track minds which are susceptible to the sowing of doubt and self-confusion as well as confusion around one's self, which constitute a maneuver of division and a policy of division. The Republican Youth Movement finds it impossible to adopt such an attitude, because ours is above all a movement of self commitment and voluntary engagement. This million and a half young men and women whom we are, refuse to be a flock of sheep of Panurge.

Our Movement takes pride in its contribution to the fight against discord in opening for discussion any and all problems without the least fear of serious analysis, in order to permit each of us to ascertain his own position and to assume his own responsibilities in spite of all obstacles.

The Republican Youth Movement is proud to confirm anew its statute and by-laws which are the statute and by-laws of a truly popular movement, not an instrument in the hands of any government. Having taken the oath to defend and abide by the Constitution, the Republican Youth Movement remains loyal to that oath. Our members have proven their own contributions of blood. Only within the past eighteen months, the number of our comrades who have been killed, kidnapped, liquidated, wounded or mutilated in combat, a combat in which

they were voluntarily engaged without having been forced by the least law, has reached the following: 410 dead in combat, of whom eighteen were young women; kidnapped and liquidated: 707, among whom 16 were young women; wounded and maimed for life: 233, of whom 14 were young women.

All these silent and anonymous sacrifices were made willingly in a gallant and disinterested spirit and in conformance with the ideal of our generation in the face of the exigencies of our times: for ourselves, we face the risk of losing our lives in the service of the ideal of youth and of the nation, regardless religion affiliation, and asking nothing from the government in return — not the least remuneration, not the least advantage, not the least favor. The only privilege we claim is that of serving the ideal of youth with our sweat and our blood to contribute with our own means to the edification of a new society in accordance with our ideal. Such an attitude proves clearly the independence of Republican Youth Movement vis-à-vis any government. Given the concrete achievements and revolutionary performances of our movement, anyone with *a bit* of common sense, with *a minimum* of respect for reason, must recognize that our movement should have *at least* the right to a voice in the national community such as other associations have, be they of religious formation or not, and to expose the position of its membership as have others, especially those who choose not to participate in the struggle of our people and who, nevertheless, thanks to the voluntary sacrifice of young men and women like us, are living in security and abundance.

Never have we threatened anyone, or even considered it. We are only determined to unite ourselves deeply with the entire population in the resistance and to never permit our ideal or the historic struggle of our people against feudalism, colonialism and communism to be betrayed. We shall not tolerate the dispersion and dissipation of our efforts and the diversion of the attention of our people and of international opinion from the strategic objectives of communism — especially South Viet Nam and Lower Laos — thus allowing the Communists and their valets to facilitate the Communist efforts to conquer another vital part of the Free World.

In saying this we make no allusion to any religion, and the leaders of the General Association of Buddhists must not wrongly interpret us and ally themselves with the traitors and rebels whom our people have all reason to abhor.

Plenum of the Republican Youth Movement

P.S. — In order to avoid any regrettable misunderstandings which may have arisen independently of our own intentions and in spite of the fact that Communiqué No 3 was initially destined to be solely a document of study and research for the Republican Youth Movement only, we shall be pleased to provide copies of that communiqué, including translations, to people of good will interested in knowing our true position.

**Remarks by the Leader of the
Republican Youth Movement :**

Young men and women of the Republican Youth, you have freely expressed your concerns, and solved them. However, as Leader of the Movement, I wish to ascertain the two following points in order for them to be correctly implemented.

1) As I have reminded you on several occasions, and as I have pointed out in different study meetings during the last year and to the cadres of all sectors, public as well as private: in our fight, we rely on principles and not on stratagems. Only people without right and adequate principles find it necessary to resort to such expediencies.

2) The Government must honour all the commitments it has made. The joint communiqué in its form has not pointed out the precise state of affairs. The Government having, however, signed it together with the Representatives of the Buddhist Association in order to affirm clearly a position of never discriminating

against any religion, *the Government is naturally bound to continue to be faithful to that position and to respect the joint communiqué.* The Republican Youth Movement has never intended to oppose such implementation. The Republican Youth Movement merely promotes vigilance against political speculators and communists who may abuse the joint communiqué and take it out of the religious context, which is its *only* domain.

Saigon, July 1st, 1963

NGO DINH NHU

Leader of the Movement
of the Republican Youth